

Die Politik der Gewerkschaften. Eine Untersuchung der öffentlichen Funktion schweizerischer Gewerkschaften nach dem zweiten Weltkrieg [Jürg Siegenthaler]

Autor(en): **Pavillon, Olivier**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **19 (1969)**

Heft 3

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

stehenden Quellen des Bundesarchivs erarbeitet hat, geht über die Kompetenz des Verfassers hinaus (S. 253); sie steht allein den künftigen Historikern zu, die das gleiche Thema unter Benützung der gesperrten Quellen angehen.

Wenn der Verfasser die geringe Neigung österreichischer Politiker bemängelt, ihre Nachlässe zu öffnen (S. 8), so durfte er auf keinen Fall die Darstellung von Bundeskanzler Otto Ender «Vorarlbergs Schweizer-Anschluß-Bewegung von 1918 bis 1924» (Dornbirn 1952) übersehen. In dem Literaturverzeichnis, das sich den anspruchsvollen Titel «Bibliographie» beilegt, fehlen aber auch andere einschlägige Werke, zum Beispiel Hans Huebner, Otto Ender (Dornbirn 1957) oder Ignaz Seipel, Der Kampf um die österreichische Verfassung (Wien – Leipzig 1930). Andererseits hätte man in einem Fachliteraturverzeichnis gut auf den «Großen Brockhaus» verzichten können. Merkwürdig wirkt auch das «Amtliche Kursbuch der SBB» in der Bibliographie. Der Verfasser hätte es besser mit den Periodica unter «Quellen» aufgeführt; die doppelte Verzeichnung der Zeitungen unter «Bibliographie» und «Periodica» läßt jedenfalls erkennen, daß der Verfasser wenigstens unbewußt noch ein Gespür für die herkömmliche Unterscheidung zwischen «Quellen» und «Literatur» gehabt hat.

Vielleicht mag es kleinlich erscheinen, wenn der Rezensent abschließend noch fragt, warum der Verfasser einer zeitgeschichtlichen Arbeit glaubte, den Namen «Nancy» durch die Beigabe des heute völlig abgegangenen «Nanzig» erklären zu müssen (S. 229). Hätte aber nicht wenigstens der Bearbeiter eines die österreichische Geschichte betreffenden Themas die Geographie dieses Landes insoweit kennen sollen, daß er die ungarischen und kroatischen Minderheiten nicht in Vorarlberg sucht (S. 239, Anm. 12)? Und schließlich hätte der Verfasser den Druck wenigstens insoweit beaufsichtigen können, daß es nicht zu einem amerikanischen Präsidenten «Wildon» (S. 51) kommt.

Trotz aller dieser schwer entschuldbaren Mängel in formeller und methodischer Hinsicht, die der Arbeit insgesamt großen Abbruch tun, bleibt dem Verfasser das Verdienst, wertvolle Vorstudien geleistet zu haben, indem er erstmalig die entscheidenden Fragestellungen zum Thema aufgerollt hat. Es ist und bleibt diese Arbeit eine Pionierarbeit, die für alle künftigen Historiker, die sich mit diesem Thema befassen, durch die Vorformulierung der anstehenden Probleme richtungweisend sein wird.

Bregenz

Karl Heinz Burmeister

JÜRGE SIEGENTHALER, *Die Politik der Gewerkschaften. Eine Untersuchung der öffentlichen Funktion schweizerischer Gewerkschaften nach dem zweiten Weltkrieg*. Bern, Francke-Verlag, 1968. In-8°, 190 p.

L'ouvrage de M. Siegenthaler apporte une contribution intéressante à un aspect fort mal connu de notre histoire la plus récente: celle de l'évolution des syndicats. En effet, à part l'ouvrage de J. Meynaud, «Les organisations professionnelles en Suisse» (Lausanne, 1963), on serait bien en peine de citer un ouvrage de synthèse sur la question.

Le propos de l'auteur est bien délimité: il s'agit d'étudier les rapports entre la politique syndicale des organisations faitières (U.S.S., F.S.S.C.N., A.S.O.E.E. et U.S.S.A.) et l'Etat, d'étudier les interventions et les modes d'intervention syndicale au niveau de l'Etat et d'en tirer des conclusions quant à l'orientation et au style de la politique syndicale.

L'ouvrage se divise en trois grandes parties. La première définit le thème d'étude et donne quelques précisions, chiffrées et autres, sur la physionomie des quatre associations envisagées. La seconde décrit la politique sociale et économique des syndicats de 1945 à 1965, en prenant particulièrement pour exemple la discussion sur les arrêtés de stabilisation de 1947/49 et le problème de l'A.V.S. La politique syndicale y est analysée en rapport avec la politique des autorités, celle des associations patronales et des partis politiques. Une part importante est consacrée aux moyens d'action mis en œuvre (motions, pétitions, travail de commission et action parlementaire, usage de la presse, etc.). Enfin, une troisième partie fait le point sur les modifications intervenues dans les programmes des organisations syndicales depuis l'époque de la deuxième guerre mondiale.

Dans sa conclusion, M. Siegenthaler montre le très fort degré d'intégration politique que connaît actuellement le mouvement syndical helvétique, qui cherche de plus en plus à «participer» à la politique nationale et qui apparaît de moins en moins, sinon plus du tout, comme une force d'opposition, ce qui était encore le cas pour l'U.S.S. dans son programme de 1934. Il montre aussi combien le mouvement syndical (en l'occurrence essentiellement l'U.S.S. et la F.S.S.C.N.) connaît un processus de centralisation des pouvoirs de décision qui, s'il permet plus d'efficacité, a le désavantage de donner une certaine autonomie de direction à la bureaucratie centrale au détriment de la base, dont les avis parviennent difficilement à s'exprimer au sommet. Il souligne ainsi le poids de l'appareil et parle à ce sujet de la *stagnation* du mouvement, non seulement dans les effectifs, comme on le dit souvent, mais au niveau des solutions nouvelles, de l'imagination politique, pourrait-on dire. Il met ainsi le doigt sur le caractère imparfaitement démocratique des syndicats, dont la tête est indéniablement coupée de la base.

Nous touchons d'ailleurs là une des faiblesses de l'ouvrage: M. Siegenthaler montre bien les modes d'action des syndicats, mais il ne cherche pas à examiner dans quelle mesure les syndicats utilisent ce qui fait leur force et, en dernière analyse, ce qui conditionne leur poids d'intervention, à savoir les syndiqués eux-mêmes. Certes, il nous sera répondu que l'U.S.S., par exemple, ne dispose pas en tant que telle de cette «masse syndicale»; qu'il appartient à chaque fédération (F.O.M.H., F.O.B.B., etc.) de «mobiliser» ses membres et que l'étude de ces fédérations dépassait le cadre de la recherche entreprise. Or, c'est là que se trouve l'erreur, à mon avis: vouloir examiner la politique de l'U.S.S. sans considérer la – ou parfois les – politique de fédérations aussi puissantes que la F.O.M.H. ou la F.O.B.B., sans analyser concrètement, dans le cadre de ces fédérations, le rôle et le pouvoir des militants de la base, c'est

couper le mouvement syndical de son conteste vrai et ramener la politique de l'U.S.S. à un jeu complexe d'influences personnelles, ce qui est par trop simplificateur, même si la coupure entre base et sommet existe.

Je ferai encore un autre reproche à M. Siegenthaler, querelle de mot peut-être, mais querelle importante pour qui désire se pencher sur l'histoire du mouvement ouvrier : il s'agit de la distinction bizarre qu'il fait entre l'époque de la « lutte des classes » et l'époque de l'« intégration ». D'après lui, l'époque de la lutte des classes se serait terminée dans les années 60, avec l'abandon de cette notion dans le programme ; mais il me semble que si l'on veut utiliser cette notion marxiste, il faut l'employer dans son sens exact et non en faire une donnée purement idéologique. En effet, d'après Marx, la lutte des classes a une existence objective, en dehors de toute interprétation subjective ; elle ne peut donc disparaître par la simple vertu d'un article de programme biffé ; elle est la conséquence des rapports de classe en vigueur.

Que l'U.S.S. ait renoncé à admettre l'existence des luttes de classes, c'est un fait ; mais aller plus loin me semble relever du domaine de l'extrapolation.

D'ailleurs M. Siegenthaler remarque fort justement que, bien avant d'avoir pris ce tournant programmatique, l'U.S.S. menait une politique typiquement réformiste ; malheureusement les données historiques qu'il nous fournit sont bien insuffisantes : comment l'U.S.S. en est-elle venue à cette politique réformiste, s'agit-il d'une constante de l'action syndicale helvétique, quel est le rôle de la grève de 1918 et de la convention de paix du travail de 1937 dans ce contexte ? Autant de questions qui dépassent certes le cadre de l'ouvrage, mais dont les réponses conditionnent, à mon point de vue, toute l'analyse de la période de l'après-guerre. D'où l'espoir qu'un ouvrage sur le syndicalisme suisse poursuive bientôt l'œuvre utile entreprise par M. Gruner pour le XIX^e siècle, tant il est vrai que nous ne disposons actuellement d'aucun ouvrage valable sur ce sujet.

Il semble donc que l'étude de M. Siegenthaler venait un peu tôt. Il n'en reste pas moins que sa lecture est fort enrichissante, ne serait-ce que par le nombre de problèmes qu'elle soulève et que nous aimerions voir repris dans une recherche approfondie et historique du syndicalisme suisse.

Lausanne

Olivier Pavillon

ALLGEMEINE GESCHICHTE HISTOIRE GÉNÉRALE

Saeculum Weltgeschichte. Bd. 1: Ursprung und Frühkulturen. Primäre Zentren der Hochkultur. Weltgeschichtliche Berührungszonen. Freiburg/Basel/Wien, Herder, 1965. XXII, 696 S., Kart., Abb., Taf.

Der erste Band der neu geschaffenen Reihe beginnt mit dem ausführlichen Vorwort der Herausgeber (H. Franke, H. Hoffmann, H. Jedin, O. Köhler, P. Meinhold, E. Otto, B. Spuler, G. Stadtmüller, G. Tellenbach, H. Trimborn, J. Vogt) zum Gesamtwerk, worin sie Weg und Ziel dieser Weltgeschichte dar-